

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES**
FRME 25-002

Organisé en application des dispositions
du Code de la Commande Publique

**FOURNITURES ET CONSOMMABLES
MEDICO-CHIRURGICAUX**

MEDIC

SOMMAIRE

PAGES

Table des matières

CHAPITRE 1 – GENERALITES	5
ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES	5
ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHÉ	5
ARTICLE 3 : FORME DU MARCHÉ	5
ARTICLE 4 : DECOMPOSITION DU MARCHÉ	6
4.1 Décomposition en lots	6
4.2 Décomposition en tranches	9
4.3 Décomposition en phases	9
ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHÉ	9
ARTICLE 6 : FORME D'EXECUTION DU MARCHÉ	9
6.1 Ordres de service	9
6.2 Bon de commande	10
6.3 Marchés subséquents	13
ARTICLE 7 : CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES	13
7.1 Clause environnementale	13
7.2 Clause sociale	14
ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES	14
ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITE - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES - MESURES DE SECURITE	15
ARTICLE 10 : CONDITIONS PARTICULIERES	15
10.1 Respect du Règlement Intérieur et Hôpital sans tabac	15
10.2 Dispositions liées à l'obligation du PASS SANITAIRE / VACCINAL	15
10.3 Respect des principes de la République	16
CHAPITRE 2 : PRIX ET REGLEMENT	16
ARTICLE 11 : CONTENU DU PRIX	16
ARTICLE 12 : MODALITE DE VARIATION DU PRIX	16
ARTICLE 13 : MODALITES DE REGLEMENT	17
13.1 Avance	17
13.2 Remise de la demande de paiement	18
13.3 Acomptes	18
13.4 Contenu de la demande de paiement	18
13.5 Comptables assignataires	19
13.6 Délais de paiement	19
13.7 Escomptes	19
13.8 Intérêts moratoires	19
CHAPITRE 3 : DELAIS	20
ARTICLE 14 : DELAI D'EXECUTION	20
ARTICLE 15 : PENALITES	20
15.1 Pénalités pour retard	21
15.2 Pénalités pour indisponibilité	21
15.3 Pénalités diverses	21
15.4 Pénalités pour défaut d'insertion	21
ARTICLE 16 : PRIME	21

CHAPITRE 4 : EXECUTION	21
ARTICLE 17 : MODALITES PARTICULIERES D'EXECUTION	21
17.1 Livraison	21
17.2 Clause de réexamen	23
17.3 Changement de références	23
17.4 Prestations similaires	24
17.5 Exécution de la prestation aux frais et risques	24
ARTICLE 18 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS – GARANTIE – MAINTENANCE	24
18.1 Opérations de vérification	24
18.2 Maintenance des prestations	26
18.3 Garanties	26
ARTICLE 19 – ASSURANCES	26
ARTICLE 20 – RESILIATION	26
ARTICLE 21 – DIFFERENDS	27
ARTICLE 22 – DEROGATIONS	27
ARTICLE 23 – ANNEXE	27

INTRODUCTION

Conformément à la loi du 26 janvier 2016 relative à la modernisation de notre système de santé, le Groupement Hospitalier de Territoire de la Sarthe (GHT 72) est créé, depuis le 1^{er} juillet 2016, par une convention constitutive.

La fonction achat du GHT 72 est dévolue à l'établissement support du GHT 72 : le Centre Hospitalier du Mans.

Dans ce contexte, le Centre Hospitalier du Mans réalise les achats pour lui-même et pour le compte des établissements *parties* du GHT 72, à savoir le :

- Centre Hospitalier de Montval sur Loir (Château du Loir)
- Centre Hospitalier de La Ferté Bernard
- Centre Hospitalier du Lude
- Pôle Hospitalier et Gériatrique Nord Sarthe (Sites de Beaumont sur Sarthe, Bonnétable et Sillé le Guillaume)
- Centre Hospitalier de Saint Calais
- Etablissement Public de Santé Mentale de la Sarthe (EPSM)
- Pôle Santé Sarthe et Loir (PSSL)
- EHPAD de Bessé sur Braye

Dans le cadre du GHT 72, le Centre Hospitalier du Mans, établissement support, réalise la procédure d'achat pour le compte des établissements du GHT 72 suivants :

- **Centre Hospitalier du Mans**
194 avenue Rubillard
72037 LE MANS Cedex 9
- **Centre Hospitalier de La Ferté Bernard**
53 avenue Pierre Brulé
72400 LA FERTÉ BERNARD
- **Pôle Santé Sarthe et Loir (PSSL)**
La Chasse du Point du Jour - CS 10129
LE BAILLEUL - 72205 LA FLÈCHE CEDEX
- **Centre Hospitalier de Saint Calais**
2 rue de la Perrine
72120 SAINT CALAIS
- **Centre Hospitalier de Montval sur Loir (ex Château du Loir)**
5 Allée Saint Martin - CS9002
72500 MONTVAL SUR LOIR
- **EPSM (Etablissement Public de Santé Mentale) de la Sarthe**
20 Avenue du 19 Mars 1962
72700 ALLONNES

➤ **Centre Hospitalier de Bonnétable**
30, rue de Horncastle
72110 BONNETABLE

➤ **Centre Hospitalier de Beaumont Sur Sarthe**
97, rue de l'Airel - BP 60
72170 BEAUMONT SUR SARTHE

➤ **Centre Hospitalier de Sillé-le Guillaume**
1, rue Alexandre Moreau
72140 SILLE LE GUILLAUME

Une seule entité juridique **Le Pôle Hospitalier et Gériatrique Nord Sarthe**

➤ **Centre Hospitalier du Lude**
Chemin des bichousières
72800 LE LUDE

Le présent marché applique le Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures courantes et services dans sa rédaction approuvée par l'arrêté du 30/03/2021.

CHAPITRE 1 – GENERALITES

ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES

Le présent marché est conclu entre :

- Le Centre Hospitalier du Mans, représenté par le Directeur Général, représentant le pouvoir adjudicateur, pour le compte du Centre Hospitalier du Mans et des établissements partis indiqués ci-dessus, d'une part ;

Et,

- Le titulaire, dont l'acte d'engagement accompagné de ses éventuelles annexes a été daté et signé par une personne habilitée à engager la société, d'autre part.

ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHE

La présente consultation a pour objet les **FOURNITURES ET CONSOMMABLES MEDICO-CHIRURGICAUX**.

ARTICLE 3 : FORME DU MARCHE

Les prestations s'exécuteront sous forme d'un accord-cadre à bons de commande en application des articles R.2162-1 à R.2162-5 et R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la commande publique.

ARTICLE 4 : DECOMPOSITION DU MARCHE

4.1 Décomposition en lots

La présente consultation est composée en 9 cahiers représentant 92 lots :

CAHIER N° 1 - DISPOSITIFS POUR IMMOBILISATION et de CONTENTIONS	Lots 1 à 3
CAHIER N° 2 - ABORDS RESPIRATOIRES - VENTILATION - ANESTHESIE - REANIMATION	Lots 4 à 14
CAHIER N° 3 - ARTICLES de MESURE et de DIAGNOSTIC	Lots 15 à 27
CAHIER N° 4 - INSTRUMENTATION et ACCESSOIRES	Lots 28 à 38
CAHIER N° 5 - MAINTIENS DE SECURITE pour les PATIENTS	Lots 39 à 44
CAHIER N° 6 - MATERIEL et ACCESSOIRES POUR ERGOTHERAPIE et KINESITHERAPIE	Lots 45 à 48
CAHIER N° 7 - AUTRES FOURNITURES (Installation, hygiène, confort, prévention)	Lots 49 à 82
CAHIER N° 8 - ACCESSOIRES ET CONSOMMABLES POUR ENDOSCOPIES	Lots 83 à 91
CAHIER N° 9 - DISTRIBUTION DE MEDICAMENTS	Lot 92

N° LOT	CAHIER 1 - INTITULE
1	Collier cervical pour immobilisation d'urgence (traumatisme rachis cervical)
2	Matériels de traction adhésive en kit
3	Matériel de traction NON adhésive en kit
N° LOT	CAHIER 2 - INTITULE
4	Masques de ventilation à usage unique
5	Masques de ventilation à usage unique avec accès pour fibroscopie pulmonaires
6	Protection nasale pour emploi avec masque de VNI
7	Insufflateurs manuels (BAVU) et accessoires (valves)
8	Insufflateurs manuels (BAVU) à usage unique
9	Manomètres de pression à usage unique pour pédiatrie
10	Masques et accessoires pour VNI
11	Nez artificiel pour humidification de l'air patient trachéotomisé
12	Manchettes à perfusion sous pression réutilisable
13	Bandes de compression Lifeband pour planche à massage cardiaque Zoll Adhesia THC
14	Ventouse pour système de massage cardiaque Lucas Stryker
N° LOT	CAHIER 3 - INTITULE
15	Filtres antibactériens pour EFR avec embout buccal Type MADA 59
16	Embouts pour éthylotest Alco-Sensor FST
17	Embouts pour éthylotest DRÄGER (7000 MED, 6820)
18	Capteurs de débit Flow Mir
19	Accessoires pour enregistrements électroencéphalographiques et électromyographiques de surface

20	Electrodes pour électromyographie
21	Oxymètre de pouls, modèle de doigt
22	Brassard à tension à usage unique pour néonatalogie
23	Protège dents CAMO à usage unique
24	Protection pour pièce à mordre à usage unique pour examen d'imagerie médicale
25	Matériel de positionnement pour imagerie médicale
26	Canules rectales pour contraste
27	Embouts pour audiomètre Madsen accuscreen
N° LOT	CAHIER 4 - INTITULE
28	Instruments de service
29	Pinces à clamper type Kocher à usage unique
30	Coupes bagues électriques
31	Pince coupes bagues manuelle
32	Kit manucure
33	Abaisse langue éclairant type Heine 3000 et consommables jetables
34	Lames pour scie coupe plâtre Oscimed
35	Lames pour scie coupe plâtre Hebu
36	Pédicure
37	Lunettes du Dr Frenzel
38	Lames de scie non stériles à usage multiple pour moteurs chirurgicaux
N° LOT	CAHIER 5 - INTITULE
39	Draps de sécurité
40	Attaches poignets et chevilles
41	Attaches poignets et chevilles renforcés non magnétiques
42	Ceintures de contention magnétiques et accessoires
43	Ceintures de contention magnétiques et accessoires renforcés type RénoI
44	Ceintures pelviennes et harnais pour maintien au fauteuil
N° LOT	CAHIER 6 - INTITULE
45	Spiromètres pour rééducation respiratoire
46	Cannes anglaises et déambulateurs
47	Coussin unidirectionnel type "one way "
48	Fournitures pour kinésithérapeutes

N° LOT	CAHIER 7 - INTITULE
49	Coussins et cales de positionnement en gel pour installation au bloc opératoire
50	Dispositifs de positionnement Syst'am
51	Dispositifs de positionnement Carpenter/Pharmaouest, Askle, ABC
52	Dispositifs de positionnement des patients et prévention d'escarres gamme Poz In form et Carewave
53	Coussin d'assise avec housse
54	Protection trachéale jetable type TRACHEOCLEAN®
55	Couvertures iso thermiques
56	Bracelets d'identité à usage unique à insertion d'étiquette
57	Bracelets d'identité avec rabat adhésif
58	Bracelets en mousse pour réanimation néonatale
59	Bracelets d'identification pour patient sans identité (sous X) avec suite de nombres
60	Bracelets "Anti Fugue" pour système ADVEEZ
61	Lunettes de protection en photothérapie (néonatalogie)
62	Atténuateurs de bruits pour néonatalogie et IRM de type "MiniMuffs"
63	Bouchons d'oreilles à usage unique pour examen d'IRM
64	Pince-nez en silicone réutilisable
65	Lunettes de protection pour le personnel soignant type "Vrilux"
66	Lunettes de protection pour le personnel soignant à visières inter-changeables
67	Ecouvillons pour nettoyage des canules de trachéotomie
68	Bâtonnets pour soins de bouche
69	Bâtonnets à relief pour soins de bouche
70	Accessoires soins de bouche
71	Kit soin de bouche avec aspiration
72	Curettes auriculaires à usage unique non stériles
73	Bas et chaussettes de contention couleur beige
74	Accessoire pour enfiler ou retirer les bas
75	Support métallique pour sac à urine
76	Sac vomitoire avec gélifiant type Vomibag
77	Planche de transfert
78	Matelas de transfert type Easy Slide
79	Draps de glisse type Progliss
80	Housses de protection de coussin de positionnement en salle de naissance

81	Housses de protection de ballon en salle de naissance
82	Couvertures de sécurité
N° LOT	CAHIER 8 - INTITULE
83	Ouvre-bouche pour réalisation d'endoscopie et échographie par la bouche
84	Récipient récupérateur de polypes
85	Sonde à pH métrie oesophagienne type MMS
86	Sonde à pH métrie oesophagienne type VNIS
87	Solutions de référence pour pH métrie
88	Protèges-sondes échographiques
89	Bouchon ou valve médicalement propre compatible avec les endoscopes
90	Ligateur à hémorroïdes
91	Anusscopes type A Legrand
N° LOT	CAHIER 9 - INTITULE
92	Piluliers : gobelets de distribution avec couvercle

Les établissements adhérents à la procédure pourront, au-delà du positionnement initial, accéder à d'autres lots par un courrier d'activation qui sera transmis au titulaire par le Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72.

4.2 Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

4.3 Décomposition en phases

Il n'est pas prévu de décomposition en phases.

ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHE

Le marché est conclu pour **une durée de 12 mois à compter du 01/01/2026**, ou de sa date de notification au titulaire si celle-ci est postérieure.

Le marché est **tacitement reconductible 3 fois par périodes de 12 mois**. En cas de non-reconduction du marché, le titulaire sera informé au moins 2 mois à l'avance avant la fin de la période d'exécution en cours.

ARTICLE 6 : FORME D'EXECUTION DU MARCHE

6.1 Ordres de service

Sans objet

6.2 Bon de commande

L'accord-cadre est **mono attributaire** conformément à l'article R2162-9 du Code de la commande publique.

Compte tenu du caractère imprévisible des dépenses/quantités, le marché sera un accord-cadre **sans minimum et avec un maximum de 1 623 160 € HT pour la durée du marché** et réparti de la manière suivante :

N° LOT	INTITULE	Montant maximum en € HT par lot
1	Collier cervical pour immobilisation d'urgence (traumatisme rachis cervical)	2 800 €
2	Matériels de traction adhésive en kit	2 800 €
3	Matériel de traction NON adhésive en kit	5 600 €
4	Masques de ventilation à usage unique	84 000 €
5	Masques de ventilation à usage unique avec accès pour fibroscopie pulmonaires	840 €
6	Protection nasale pour emploi avec masque de VNI	10640 €
7	Insufflateurs manuels (BAVU) et accessoires (valves)	6 720 €
8	Insufflateurs manuels (BAVU) à usage unique	31 920 €
9	Manomètres de pression à usage unique pour pédiatrie	7 280 €
10	Masques et accessoires pour VNI	64 400 €
11	Nez artificiel pour humidification de l'air patient trachéotomisé	7 840 €
12	Manchettes à perfusion sous pression réutilisable	16 800 €
13	Bandes de compression Lifeband pour planche à massage cardiaque Zoll Adhesia THC	2 240 €
14	Ventouse pour système de massage cardiaque Lucas Stryker	16 240 €
15	Filtres antibactériens pour EFR avec embout buccal Type MADA 59	3 920 €
16	Embouts pour éthylotest Alco-Sensor FST	6 160 €
17	Embouts pour éthylotest DRÄGER (7000 MED, 6820)	1 680 €
18	Capteurs de débit Flow Mir	27 440 €
19	Accessoires pour enregistrements électroencéphalographiques et électromyographiques de surface	32 480 €
20	Electrodes pour électromyographie	3 360 €
21	Oxymètre de pouls, modèle de doigt	7 280 €
22	Brassard à tension à usage unique pour néonatalogie	5 040 €
23	Protège dents CAMO à usage unique	7 840 €
24	Protection pour pièce à mordre à usage unique pour examen d'imagerie médicale	560 €
25	Matériel de positionnement pour imagerie médicale	4 480 €

N° LOT	INTITULE	Montant maximum en € HT par lot
26	Canules rectales pour contraste	8 400 €
27	Embouts pour audiomètre Madsen accuscreen	15 120 €
28	Instruments de service	9 520 €
29	Pincés à clamper type Kocher à usage unique	2 240 €
30	Coupes bagues électriques	2 240 €
31	Pince coupes bagues manuelle	2 800 €
32	Kit manucure	1 680 €
33	Abaisse langue éclairant type Heine 3000 et consommables jetables	560 €
34	Lames pour scie coupe plâtre Oscimed	6 160 €
35	Lames pour scie coupe plâtre Hebu	560 €
36	Pédicure	10 640 €
37	Lunettes du Dr Frenzel	3 640 €
38	Lames de scie non stériles à usage multiple pour moteurs chirurgicaux	18 480 €
39	Draps de sécurité	78 400 €
40	Attaches poignets et chevilles	560 €
41	Attaches poignets et chevilles renforcés non magnétiques	6 720 €
42	Ceintures de contention magnétiques et accessoires	148 400 €
43	Ceintures de contention magnétiques et accessoires renforcés type Réinol	12 320 €
44	Ceintures pelviennes et harnais pour maintien au fauteuil	21 280 €
45	Spiromètres pour rééducation respiratoire	6 720 €
46	Cannes anglaises et déambulateurs	17 920 €
47	Coussin unidirectionnel type "one way "	2 800 €
48	Fournitures pour kinésithérapeutes	3 920 €
49	Coussins et cales de positionnement en gel pour installation au bloc opératoire	17 920 €
50	Dispositifs de positionnement Syst'am	17 360 €
51	Dispositifs de positionnement Carpenter/Pharmaouest, Askle, ABC	35 280 €
52	Dispositifs de positionnement des patients et prévention d'escarres gamme Poz In form et Carewave	19 040 €
53	Coussin d'assise avec housse	3 920 €
54	Protection trachéale jetable type TRACHEOCLEAN®	3 360 €
55	Couvertures iso thermiques	4 480 €
56	Bracelets d'identité à usage unique à insertion d'étiquette	187 600 €
57	Bracelets d'identité avec rabat adhésif	6 720 €

N° LOT	INTITULE	Montant maximum en € HT par lot
58	Bracelets en mousse pour réanimation néonatale	2 240 €
59	Bracelets d'identification pour patient sans identité (sous X) avec suite de nombres	1 680 €
60	Bracelets "Anti Fugue" pour système ADVEEZ	12 320 €
61	Lunettes de protection en photothérapie (néonatalogie)	6 720 €
62	Atténuateurs de bruits pour néonatalogie et IRM de type "MiniMuffs"	6 160 €
63	Bouchons d'oreilles à usage unique pour examen d'IRM	5 040 €
64	Pince-nez en silicone réutilisable	1 400 €
65	Lunettes de protection pour le personnel soignant type "Vrilux"	3 360 €
66	Lunettes de protection pour le personnel soignant à visières interchangeables	7 840 €
67	Ecouvillons pour nettoyage des canules de trachéotomie	5 040 €
68	Bâtonnets pour soins de bouche	30 800 €
69	Bâtonnets à relief pour soins de bouche	67 200 €
70	Accessoires soins de bouche	47 600 €
71	Kit soin de bouche avec aspiration	145 600 €
72	Curettes auriculaires à usage unique non stériles	16 240 €
73	Bas et chaussettes de contention couleur beige	34 720 €
74	Accessoire pour enfiler ou retirer les bas	1 120 €
75	Support métallique pour sac à urine	1 120 €
76	Sac vomitoire avec gélifiant type Vomibag	3 360 €
77	Planche de transfert	8 960 €
78	Matelas de transfert type Easy Slide	6 160 €
79	Draps de glisse type Progliss	21 280 €
80	Housses de protection de coussin de positionnement en salle de naissance	3 360 €
81	Housses de protection de ballon en salle de naissance	1 120 €
82	Couvertures de sécurité	21 840 €
83	Ouvre-bouche pour réalisation d'endoscopie et échographie par la bouche	9 520 €
84	Récipient récupérateur de polypes	26 880 €
85	Sonde à pH métrie oesophagienne type MMS	17 360 €
86	Sonde à pH métrie oesophagienne type VNIS	4 480 €
87	Solutions de référence pour pH métrie	1 680 €
88	Protèges-sondes échographiques	4 480 €
89	Bouchon ou valve médicalement propre compatible avec les endoscopes	560 €

N° LOT	INTITULE	Montant maximum en € HT par lot
90	Ligateur à hémorroïdes	4 480 €
91	Anusopes type A Legrand	6 720 €
92	Piluliers : gobelets de distribution avec couvercle	47 600 €

Le marché s'exécute par émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins exprimés par l'acheteur.

Le titulaire se conforme strictement aux bons de commande qui lui sont transmis dans le cadre du présent marché.

Les bons de commande sont écrits. Ils sont notifiés en un exemplaire au titulaire.

Par dérogation à l'article 3.7.2. du CCAG-FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de trois jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Les commandes seront passées par l'établissement concerné au moyen de **bons de commande** signés de la Directrice des Achats ou de son représentant.

Chaque bon de commande comportera :

- Le numéro et l'objet du marché ;
- Le numéro et la date du bon de commande ;
- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- Le détail des prestations, articles ou produits et les quantités commandées et la référence au devis établi par le titulaire ;
- Le(s) délai(s) d'exécution des prestations et le cas échéant la ou les dates de livraison ;
- Le(s) lieu(x) d'exécution des prestations ;
- Le montant unitaire HT et TTC des prestations
- Le montant prévisionnel total HT et TTC des prestations ;

Il est rappelé que le délai de livraison commence à courir à compter de la date de réception du bon de commande.

6.3 Marchés subséquents

Sans objet

ARTICLE 7 : CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

7.1 Clause environnementale

Le GHT de la Sarthe est sensible aux clauses environnementales et à la lutte contre le gaspillage des emballages. Il est donc demandé au titulaire du marché une action sur les emballages, à savoir :

- Réduction du poids de l'emballage en carton
- Suppression des éléments d'emballage inutiles (ex : calages, barquettes carton)
- Intégrer des fibres de carton d'origine recyclée
- Réduction de la quantité d'encre, de colle et de couleur
- Réduction de la quantité de film de fardage
- Réduction des emballages en plastique à usage unique

Au-delà de ces demandes, le titulaire mettra en place les modalités de reprise des emballages et les modalités de transport qu'il aura indiquées dans sa réponse à l'[Annexe 3 « Critère Qualité Environnementale »](#).

7.2 Clause sociale

Sans objet

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles sont les suivantes et prévalent dans l'ordre énuméré ci-dessous * :

- L'Acte d'engagement (AE) ou ATTRI 1 et ses éventuelles annexes dont le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.), dans la version résultat des dernières modifications éventuelles, gérées par modification du marché (avenant, acte de sous-traitance) et/ou par mise au point du marché ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses éventuelles annexes ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses éventuelles annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) des marchés publics de fournitures courantes et de services (arrêté du 30 mars 2021) (*Cette pièce générale est réputée connue des parties et n'est pas jointe au dossier de consultation*) ;
- L'offre technique et financière du titulaire ;
- Le catalogue du titulaire ;
- Le Règlement Intérieur du (ou des) établissement(s) concerné(s).

*Seul fait foi l'exemplaire original conservé par l'administration du Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72.

Les pièces générales ne sont pas jointes au présent Marché, elles sont réputées être connues des parties en présence et peuvent éventuellement les télécharger sur <http://www.legifrance.gouv.fr>

Cette liste n'est pas limitative, le Titulaire devant se conformer à tous les textes législatifs et réglementaires en vigueur régissant l'objet du Marché.

Pour l'ensemble de ces textes, il sera toujours fait application de la dernière édition avec mise à jour, additif, rectificatif en vigueur à la date de signature de l'acte d'engagement.

Le Titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus et d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du Marché.

Quoiqu'il en soit, la seule signature de l'acte d'engagement entraîne l'acceptation des pièces du présent marché dans leur totalité.

Toute clause portée dans les documents constituant l'offre du titulaire est réputée non écrite dès lors qu'elle apparaît contraire aux stipulations des autres pièces contractuelles. Cette disposition est notamment mais non exclusivement applicable aux conditions générales de vente proposées par le titulaire dans son offre.

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITE - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES - MESURES DE SECURITE

A l'occasion de leurs missions, les personnels du titulaire peuvent avoir connaissance et détenir des documents et des informations de nature confidentielle relatifs aux installations, matériels et activités du Centre Hospitalier du Mans ou des autres établissements membre du GHT 72. En conséquence, ils seront tenus d'observer la plus grande discrétion et de respecter rigoureusement l'obligation de réserve pendant toute la durée de la prestation, voire au-delà du terme du contrat de travail. Un rappel des obligations de réserve sera fait régulièrement par leur employeur.

Toutes les données transférées au titulaire dans le cadre de l'exécution du présent marché ont un caractère stratégique et strictement confidentiel. L'ensemble de ces données et fichiers sont soumis au respect de la loi la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 « Informatique et libertés » dans sa dernière version et relève de la vie privée et du secret professionnel.

Le titulaire du marché s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

ARTICLE 10 : CONDITIONS PARTICULIERES

10.1 Respect du Règlement Intérieur et Hôpital sans tabac

Le titulaire du marché est tenu au respect du règlement intérieur du (ou des) Centre(s) Hospitalier(s) concerné(s). Le règlement intérieur sera transmis au titulaire à la notification du marché.

Par ailleurs, en tant qu'établissement de santé, le Centre Hospitalier du Mans a décidé de renforcer son action en faveur de la prévention des risques liés au tabac et s'engage dans la stratégie nationale de promotion des lieux de santé sans tabac.

Pour soutenir les personnes en cours de sevrage et pour protéger les non-fumeurs, toute l'enceinte du CHM, y compris les espaces extérieurs, est non-fumeur.

Seules quelques zones fumeur clairement identifiées restent à disposition des personnes qui souhaitent continuer l'usage du tabac.

En cas de non-respect de l'interdiction de fumer hors des zones fumeur, le titulaire s'expose à une pénalité forfaitaire de 10 € par manquement constaté.

D'une manière générale, le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance des textes énumérés au présent CCAP (Lois, Décrets, Arrêtés, Règlements, circulaires, ...) de tous textes administratifs nationaux d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché public.

10.2 Dispositions liées à l'obligation du PASS SANITAIRE / VACCINAL

Sans objet

10.3 Respect des principes de la République

La loi du 24/08/2021 (confortant les principes de la République) impose au titulaire du marché (si ce marché lui confie l'exécution d'un service public), d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

À ce titre, le titulaire doit notamment veiller à ce que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction (dans la mesure où ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public) s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses et traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire doit également veiller à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public (par exemple, un sous-traitant) s'assure du respect de ces mêmes obligations.

Des contrôles pourront être mis en place et des sanctions prononcées, lorsque le titulaire du marché ne prendrait pas les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces obligations et faire cesser les éventuels manquements constatés.

CHAPITRE 2 : PRIX ET REGLEMENT

ARTICLE 11 : CONTENU DU PRIX

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de remise limite des offres dit mois m_0 .

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance, les frais afférents à l'application de l'article 18.2 du CCAG FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Les frais de transport jusqu'au lieu de livraison sont prévus à [l'annexe 2 « Critère Qualité Logistique » du CCTP](#).

ARTICLE 12 : MODALITE DE VARIATION DU PRIX

Le prix est **révisable**.

Aucune demande de révision de prix ne pourra intervenir pendant la première année du marché à la demande du titulaire ou de l'acheteur.

Au-delà, les prix seront révisés à la hausse comme à la baisse, annuellement à date anniversaire du contrat. Le titulaire enverra ses prix révisés au moins deux mois avant chaque échéance annuelle.

La demande de révision devra contenir :

- La valeur de(s) l'indice(s)
- La formule de révision
- Les prix initiaux de l'annexe financière du marché
- Les prix révisés de l'annexe financière du marché

Cette demande devra être adressée à l'Acheteur de filière - bherve@ch-lemans.fr – 02.44.71.08.00.

La formule de révision applicable est la suivante :

$$P = P_o \times (I/I_o)$$

dans laquelle :

- P étant le prix révisé
- Po le prix initial
- Io, sont les valeurs prises au mois zéro par les ou l'index de référence I du marché
- I, sont les valeurs prises au mois d'établissement de l'acompte par les ou l'index de référence(s) I du marché ;

La date d'établissement des prix est la date de la signature de l'offre de prix par le candidat.

Index de référence : 06.1.2 identifiant 001763624 – Produit médicaux divers

Les produits du catalogue dont le titulaire aura transmis le % de remise dans les annexes financières, seront intégrés aux marchés. Ainsi, le titulaire devra impérativement transmettre le catalogue des prix (tarif en vigueur) au format informatique.

En cas de changement de tarifs des produits du catalogue, le titulaire devra impérativement le transmettre au pouvoir adjudicateur.

Tous les indices sont publiés au **B.O.C.C.R.F.** : Bulletin Officiel de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes ou sur le site de l'INSEE (<https://www.insee.fr/fr/information/2411675>).

Clause de sauvegarde

Dans le cas où le prix ajusté entraînerait une augmentation annuelle supérieure à 2%, le Directeur des Achats du Centre hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, après avoir évalué la situation économique et les conditions de la concurrence, se réserve la possibilité soit de :

- ✓ Plafonner l'augmentation à 2%,
- ✓ De ne pas reconduire le marché.
- ✓ De résilier le marché

ARTICLE 13 : MODALITES DE REGLEMENT

13.1 Avance

L'avance ne pourra être mandatée qu'après la constitution d'une garantie à première demande conformément aux dispositions de l'article R.2191-7 du Code de la Commande Publique. En aucun cas une caution personnelle et solidaire ne pourra être proposée.

En application de l'**Option B** prévue au CCAG retenue, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Lorsqu'en application du code de la commande publique, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance, le taux de l'avance correspond à 5 %.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

13.2 Remise de la demande de paiement

La remise de la demande de paiement intervient après l'admission des fournitures, conformément aux stipulations du marché.

13.3 Acomptes

Sans objet

13.4 Contenu de la demande de paiement

Le règlement des sommes dues par l'établissement concerné au titre du marché est effectué suivant les règles de la Comptabilité Publique, ainsi que dans les conditions prévues par le C.C.A.G. mentionné dans le présent document.

Les demandes de paiement sont établies sous forme de facture comprenant les éléments suivants :

- La date d'émission de la facture ;
- Le numéro de la facture ;
- Les nom et adresse du créancier ;
- Le destinataire de la facture ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement (centre de gestion) ;
- Le numéro et la date du marché (ainsi que le numéro et la date du bon de commande si marché à bons de commande) et les références du bon de livraison ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures et les pièces justificatives nécessaires sont déposées sur le site Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Toute facture reçue papier fera l'objet d'une suspension du délai de paiement jusqu'à son dépôt sur Chorus Pro.

13.5 Comptables assignataires

Les coordonnées des comptables assignataires de **chaque établissement membre du GHT 72** sont indiquées dans [l'Annexe A – Coordonnées des établissements membres du GHT 72](#) jointe au présent CCAP.

13.6 Délais de paiement

Conformément aux dispositions de l'article R.2192-11 1° du Code de la Commande Publique, le délai maximum de paiement est de **50 jours** à compter de la date de réception de la facture.

Ce délai pourra être réduit au cas où le titulaire du marché aura fait une proposition d'escompte pour paiement accéléré.

13.7 Escomptes

Le titulaire proposera un escompte pour paiement accéléré sur **l'annexe 4 du CCTP**. Le titulaire sera informé de l'acceptation de la proposition par l'établissement.

Le cas échéant, le montant de cet escompte sera déduit par la Directrice des Achats ou son représentant lors du règlement de la facture conformément à ce qui a été indiqué par le titulaire du marché **sur l'annexe 4 du CCTP**. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de revenir sur le délai de paiement classique à savoir 50 jours. Le % de remise ne serait alors pas appliqué.

13.8 Intérêts moratoires

Au cas où le délai maximum de paiement mentionné à l'article « Délai de paiement » du présent document ne serait pas respecté et conformément aux articles de R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la Commande Publique, des intérêts moratoires seraient versés au titulaire par l'établissement concerné.

Conformément aux dispositions de l'article R.2192.31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

De plus, au versement des intérêts moratoires, s'ajoute une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros.

CHAPITRE 3 : DELAIS

ARTICLE 14 : DELAI D'EXECUTION

14.1 Délais d'exécution des prestations

Les titulaires appliqueront impérativement les **délais de livraisons des consommables** indiqués dans **l'annexe 2 du CCTP « Critère Qualité Logistique »**, à compter de la date de réception du bon de commande. Ce délai sera opposé au titulaire de l'accord cadre en cas de retard de livraison conformément à l'article 15 du présent CCAP.

14.2 Prolongation du délai d'exécution

En application du CCAG-FCS, lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Par dérogation à l'article 13.3.2. du CCAG-FCS, pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de cinq jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à cinq jours. Il indique, par la même demande, au pouvoir adjudicateur la durée de la prolongation demandée

Par dérogation à l'article 13.3.3 du CCAG-FCS, l'acheteur dispose d'un délai de deux jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

La demande de prolongation ne peut être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire, dans le cadre d'un ordre de réquisition.

Sous réserve que le marché n'ait pas lui-même pour objet de répondre à une situation d'urgence impérieuse résultant de situations imprévisibles, la demande de prolongation ne peut pas davantage être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire, dans le cadre d'un marché passé en urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles.

La durée d'exécution du marché est prolongée de la durée nécessaire à la réalisation des prestations réalisées sur réquisition ou pour les besoins du marché passé en urgence impérieuse.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

ARTICLE 15 : PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités énoncées ci-dessous sont cumulatives et encourues sans mise en demeure préalable, du simple fait de la constatation des faits.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération n'est prévue.

15.1 Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard pourra excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

En cas de retard, le titulaire encourt une pénalité de 20 € HT par jour ouvré de retard.

15.2 Pénalités pour indisponibilité

Sans objet

15.3 Pénalités diverses

Pénalité pour non-respect des caractéristiques techniques proposées dans l'offre : 100 € HT par manquement constaté

Pénalité pour non-respect des clauses Administratives du CCAP (notamment des demandes indiquées à l'article 7 du présent document concernant la lutte contre le gaspillage des emballages) : 40 € HT par manquement constaté.

Pénalité pour non-respect des clauses techniques du CCTP : 100 € HT par manquement constaté.

Pénalité pour non-respect des réponses indiquées dans les [annexes 2 et 3](#) (notamment les engagements logistiques et environnementaux formulés par le fournisseur) : 100 € HT par manquement constaté.

Pénalité pour non-respect de l'interdiction de fumer hors des zones fumeur : 10 € par manquement constaté.

15.4 Pénalités pour défaut d'insertion

Sans objet

ARTICLE 16 : PRIME

Sans objet

CHAPITRE 4 : EXECUTION

ARTICLE 17 : MODALITES PARTICULIERES D'EXECUTION

17.1 Livraison

Les fournitures livrées par le titulaire doivent être accompagnées d'un bon de livraison ou d'un état, dressé distinctement pour chaque destinataire, et comportant notamment :

- la date d'expédition ;
- la date de livraison ;

- la référence à la commande ou au marché ;
- l'identification du titulaire ;
- l'identification des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis ;
- le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage ;
- la quantité commandée ;
- la quantité livrée ;

Chaque colis doit porter de façon apparente son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur le bon de livraison ou l'état. Il renferme l'inventaire de son contenu.

La livraison des fournitures est constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature du bon de livraison ou de l'état, dont chaque partie conserve un exemplaire. En cas d'impossibilité de livrer, celle-ci doit être mentionnée sur l'un de ces documents.

Un sursis de livraison peut être accordé au titulaire lorsque, en dehors des cas prévus pour la prolongation du délai, une cause qui n'est pas de son fait met obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel.

Un sursis de livraison peut être également accordé au titulaire s'il justifie de mesures et précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités de livraison.

Le sursis de livraison suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard.

Les formalités d'octroi du sursis de livraison sont les mêmes que celles de la prolongation de délai mentionnées à l'article 14.2 du présent CCAP.

Aucun sursis de livraison ne peut être demandé par le titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai d'exécution du marché, éventuellement déjà prolongé.

Les fournitures devront être livrées dans les conditions prévues sur les bons de commande émis par la Directrice des Achats ou son représentant à l'adresse indiquée dans **l'annexe A - « Coordonnées des établissements membres du GHT 72 »**.

Les conditions seront les suivantes :

- Le transport des marchandises et les opérations de manutention à la livraison s'effectueront sous l'entière responsabilité du titulaire du **marché avec des véhicules équipés d'un hayon** ;
- Le **déchargement de la marchandise** sera effectué par les soins du titulaire ;
- Les livraisons seront faites sur palette "EUROP" consignées, de dimensions 80 x 120 cm, hauteur maximale d'1.5 m. L'ensemble palette et marchandise doit être filmé avec les indications des produits parfaitement lisibles (orientées vers l'extérieur).
- Sur l'emballage doivent figurer très clairement les conditions de stockage.
- Une même référence devra impérativement être regroupée sur une même palette ou un même niveau si la quantité est inférieure à une palette.
- Le titulaire de l'accord cadre devra respecter impérativement les délais de livraison et dans la mesure du possible la date indiquée sur le bon de commande,
- En cas d'impossibilité de livraison (partielle ou totale), le titulaire devra impérativement en informer l'établissement ayant passé la commande,
- Les horaires de livraison seront indiqués sur le bon de commande de chaque établissement concerné.

CONTINUITÉ DES APPROVISIONNEMENTS

Le titulaire de l'accord cadre prend toutes les dispositions afin de garantir la continuité et la régularité des approvisionnements et éviter toute interruption dans la distribution au sein du Groupement Hospitalier de Territoire. En cas d'intempéries, de grève, ou tout autre problème de transport, le titulaire de l'accord cadre prend toutes les dispositions nécessaires pour assurer les approvisionnements.

Notamment dans le cas où le jour de livraison n'est pas un jour ouvrable, le titulaire doit convenir avec la Directrice des Achats ou son représentant, au moins une semaine à l'avance, d'un éventuel changement de date.

17.2 Clause de réexamen

Conformément aux dispositions de l'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique relatif aux modifications de marché public, le Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, se réserve la possibilité de recourir notamment à la clause de réexamen dans les conditions définies ci-après :

- Dans le cas où un établissement membre du Groupement Hospitalier de Territoire de la Sarthe (GHT 72), quel qu'il soit, recenserait un besoin similaire aux prestations, objet du présent marché public, et ce, pendant toute sa durée, lesdites prestations seraient intégrées au présent marché public.
Elles seront réalisées conformément au Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières de l'accord cadre, et, éventuellement à son (ou ses) annexe(s), et aux conditions prévues à l'article R.2194-2 du Code de la Commande Publique.
Pour ce faire, un établissement membre du GHT 72 exprime, auprès du Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, un besoin similaire à celui décrit dans le présent marché public.

Dans ce cas, le Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, se réserve la possibilité de modifier le présent marché public en intégrant les prestations par la notification d'une « modification du marché » au titulaire. Cette modification précisera notamment le nom de l'établissement partie concerné, la durée d'exécution de la prestation et le lieu d'exécution.

- En application de l'article R. 2194-6 du code de la commande publique, en cas de changement de titulaire dans le cadre de la distribution de produits à titre exclusif.
- Dans le cadre d'évolutions des conditions financières soumises à la force majeure, dans la mesure où un accord financier peut être accepté par le pouvoir adjudicateur.

17.3 Changement de références

Dans l'hypothèse d'un changement de références d'un article, sans incidence sur le prix, le titulaire devra adresser systématiquement à la Direction des Achats du Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, une nouvelle grille de références avec correspondance entre l'ancienne et la nouvelle nomenclature afin de permettre le suivi de la facturation.

17.4 Prestations similaires

Pour les prestations de fournitures, le Centre Hospitalier du Mans se réserve la possibilité de faire procéder à des livraisons complémentaires à celles décrites dans le Cahier des clauses techniques particulières (et éventuellement son ou ses annexes) du présent marché, en application de l'article R2122-4 du code de la commande publique.

17.5 Exécution de la prestation aux frais et risques

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, en application de l'article 45 du CCAG-FCS, de faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

En cas de problèmes temporaires d'approvisionnement, d'arrêt de fabrication ou de commercialisation des fournitures objets de l'accord cadre, le titulaire doit proposer un produit de remplacement. Le prix du produit de substitution palliant la rupture d'approvisionnement sera la même.

Dans le cas exceptionnel où le titulaire ne pourrait pas fournir et/ou livrer la marchandise retenue (notamment contingentement, problème temporaire d'approvisionnement, arrêt de fabrication ou de commercialisation) dans le cadre de l'accord cadre, la Direction des Achats pourra alors s'adresser au fournisseur de son choix pour les quantités prévues sur le bon de commande concerné, **le titulaire ayant à sa charge la différence de prix**, conformément à l'article 45 du Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) des marchés publics de fournitures courantes et de services.

ARTICLE 18 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS – GARANTIE – MAINTENANCE

18.1 Opérations de vérification

18.1.1 Nature des opérations

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

Les opérations de vérification sont effectuées dans les conditions définies tel que suit :

Lors de la livraison, la marchandise sera déchargée puis vérifiée en présence du titulaire ou de son préposé, hors modalités particulières définies par le responsable de la Direction des Achats de l'établissement de santé.

Les quantités facturables seront celles reconnues contradictoirement par le titulaire et le responsable de la Direction des Achats de l'établissement membre concerné ou de son représentant.

Les personnes chargées de la vérification ou de l'admission des articles s'assureront que leur qualité est bien conforme aux prescriptions du Cahier des Clauses Techniques Particulières. Les produits refusés devront être retirés sans délai. A défaut d'enlèvement immédiat, ils seront retournés en port dû à l'adresse du titulaire. L'établissement concerné du GHT 72 décline toute responsabilité sur la détérioration, la diminution ou la perte de ces produits refusés.

Dans le cas exceptionnel où le titulaire ne pourrait pas livrer la marchandise dans la marque et la qualité retenues, il en avisera immédiatement le pouvoir adjudicateur et lui proposera d'urgence des marchandises de qualité équivalente dans la nouvelle marque proposée en remplacement. Il ne pourra effectuer les livraisons qu'après accord du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, les vérifications pourront se dérouler sans que le titulaire ne soit informé par l'acheteur.

18.1.2 Déroulement des opérations de vérification

Le responsable de la Direction des Achats de l'établissement membre concerné ou son représentant effectue, au moment même de la livraison des fournitures ou de l'exécution des services, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps.

Les opérations de vérification nécessitant un examen plus approfondi sont exécutées par le responsable de la Direction des Achats de l'établissement membre concerné ou son représentant et notifiées dans les cinq jours.

18.1.3 Décision après vérification

Admission des prestations

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de cinq jours à dater de la livraison.

Ajournement des prestations

Par dérogation à l'article 30.2 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur les prestations mises au point, dans un délai de cinq jours.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de trois jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le pouvoir adjudicateur a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées en cas de réfaction ou de rejet, dans un délai de cinq jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de trois jours ci-dessus mentionné.

Le silence du pouvoir adjudicateur au-delà de ce délai de cinq jours vaut décision de rejet des prestations.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, le pouvoir adjudicateur dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

Dans le cas où les opérations de vérification ont été effectuées dans les locaux du pouvoir adjudicateur, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement, pour enlever les biens ayant fait l'objet de la décision d'ajournement. Passé ce délai, les biens vérifiés peuvent être évacués ou détruits par le pouvoir adjudicateur, aux frais du titulaire.

Les prestations ajournées, dont la garde dans les locaux du pouvoir adjudicateur présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

Réfaction

Application du CCAG-FCS

Rejet

Application du CCAG-FCS.

18.1.4 Transfert de propriété

Application du CCAG-FCS

18.2 Maintenance des prestations

Sans objet

18.3 Garanties

Conformément aux prescriptions du C.C.A.G. FCS, les articles seront garantis contre tout vice de fabrication ou défaut de matière, à compter du jour de l'admission jusqu'au moment de leur utilisation, sous réserve de conditions de stockage conformes aux règles et aux usages.

Pour les produits comportant une date limite d'utilisation, celle-ci devra être au moins égale aux 2/3 de la période de validité (à compter du jour de la livraison). Au cas où cette durée de validité ne serait pas respectée, les produits seront renvoyés en port dû.

ARTICLE 19 – ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 20 – RESILIATION

Application du CCAG-FCS et notamment de ses dispositions relatives à l'exécution aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 21 – DIFFERENDS

En cas de contestation à l'occasion de la validité, l'interprétation, l'exécution, l'inexécution ou la résiliation de la prestation, les parties s'efforceraient de la régler à l'amiable avant toute action en justice, conformément aux dispositions du chapitre 8 du C.C.A.G. des marchés publics de fournitures courantes et de services.

En cas de litige, seul est compétent le Tribunal Administratif :

Tribunal Administratif de Nantes
6 allée de l'île Gloriette - BP 24111
44041 NANTES Cedex.

Toutefois le différend peut être soumis à l'avis du comité consultatif du règlement amiable.

Comité consultatif de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics :

CCIRA de Nantes
DREETS DES PAYS DE LA LOIRE
22 mail Pablo Picasso - BP 24209
44042 NANTES CEDEX 1
☎ 02 53 46 79 83 - 📠 02 53 46 79 79
paysdl.ccira@dreets.gouv.fr
<https://pays-de-la-loire.dreets.gouv.fr/>

ARTICLE 22 – DEROGATIONS

L'article 6.3 du CCAP déroge à l'article 3.7.2. du CCAG-FCS.
L'article 8 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS
L'article 14.2 du CCAP déroge aux articles 13.3.2 et 13.3.3 du CCAG-FCS
L'article 15 du CCAP déroge aux articles 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG-FCS
L'article 15.1 du CCAP déroge aux articles 14.1. 2 du CCAG-FCS
L'article 18.1.1 du CCAP déroge à l'article 27.3 du CCAG-FCS
L'article 18.1.3 du CCAP déroge aux articles 30.1 et 30.2 du CCAG-FCS

ARTICLE 23 – ANNEXE

Annexe A – Coordonnées Etablissements GHT 72
